Le tourisme, nouvel enjeu du choc des civilisations ?

« Géopolitique du tourisme », *Hérodote* n°127, 2007.

Par Saskia Cousin



L'équipe d'Hérodote définit la géopolitique comme « l'étude des rivalités de pouvoir ou d'influence sur des territoires et donc sur les populations qui s'y trouvent, en tenant compte des représentations contradictoires que se font les acteurs de la situation étudiée » (p. 3). Invitant à une géopolitique du tourisme, la revue propose donc douze articles qui analysent le phénomène touristique au prisme de ces rivalités. Cela donne un ensemble assez composite, aussi bien dans les théories sous-jacentes que dans les échelles étudiées.

Béatrice Giblin, Jean-Michel Hoerner et Jean-Pierre Doumenge envisagent le tourisme comme une confrontation, un choc des civilisations ou des cultures. Mimoun Hillali et Serge Gagnon se focalisent sur le rôle des gouvernements marocains et québécois ; Bruno Sarrasin et Christine Cabasset-Semedo s'intéressent à l'action des institutions internationales à Madagascar et au Timor Oriental. Le travail d'Anne-claire Kursac-Souali sur la Médina de Marrakech, ceux de Joseph Martinetti sur la Corse et de Laurent Mallet sur la Turquie mettent à jour les enjeux économiques et politiques locaux. Deux articles sont inclassables. Consacré au tourisme de l'Antarctique, le premier s'interroge sur les risques de revendications territoriales que pourrait induire une possible hausse de la fréquentation touristique. Signé par Mathias Strobel et Frank Tétart, il s'agit d'une anticipation géopolitique. Enfin, Jean-Michel Hoerner propose un

deuxième article, consacré à la famille Fenouillard, avec une hypothèse de lecture intéressante : les voyages internationaux des Fenouillard seraient en réalité les rêves sous hypnose d'une classe moyenne incapable de se les offrir. Plutôt que de détailler chaque texte ? les résumés sont disponibles en ligne —, on évoquera ici les deux séries d'articles qui défendent des thèses fortes : le tourisme comme vecteur ou victime du choc des civilisations pour la première ; le tourisme comme forme douce d'imposition des doctrines libérales pour la seconde.

La plus problématique des clefs de lecture est la vision en termes d'affrontements de civilisations et de cultures : culture occidentale contre culture musulmane, touristes contre terroristes, insulaires ultramarins contre métropolitains. Béatrice Giblin, codirectrice d'Hérodote signe l'éditorial. Ce n'est pas une spécialiste du tourisme, ce que l'on ne peut lui reprocher. Elle dresse un portrait mondial de ce qu'elle nomme le « théâtre géopolitique », mais semble obnubilée par la question du terrorisme. Sa thèse est que les terroristes s'attaquent de manière privilégiée aux touristes. Pourtant, comme elle le reconnaît, l'Algérie n'a pas eu besoin de se mettre au tourisme pour subir le terrorisme. On ajoutera que les premières victimes du terrorisme sont toujours les populations locales. Mais pour Béatrice Giblin, ceux qui, au Nord comme au Sud, dénoncent les effets de domination du tourisme ont une part de responsabilité : « la dénonciation du néocolonialisme est bien évidemment reprise par les islamistes intégristes, à qui l'on donne des arguments pour attaquer les turpitudes d'une société occidentale dépravée » (p. 6). Il y a quelque chose qui ressemble à la dénonciation des ennemis de l'intérieur, des traîtres à la Nation du tourisme. Or, le tourisme implique des rapports de domination, comme presque toutes les relations humaines. Il n'est pas nécessaire de le nier pour se pencher sur le phénomène. On passera sur l'amalgame entre islamistes, intégristes et terroristes, pour se demander si ces derniers ont vraiment besoin des « intellectuels » anti-tourisme ici dénoncés pour cautionner leur opposition à l'occident. Enfin, à l'instar de Jean-Michel Hoerner, Béatrice Giblin prend pour référence l'ouvrage *Tourisme et terrorisme,* considéré comme peu sérieux par de nombreux analystes. Les paragraphes sur la modification des tarifs de la Sncf , le tourisme national au Vietnam ou les identités régionales se situent hors de cette crispation, mais ils ne sont pas assez développés pour permettre de

comprendre en quoi il relèverait d'une « géopolitique du tourisme ».

Sans crainte d'alimenter le terrorisme international, Jean-Michel Hoerner pose au contraire la question des liens entre tourisme et colonisation. Il propose un terme qu'il juge plus adéquat : « pour désigner cette invasion touristique, qui n'est ni une colonisation stricto sensu ni un réel néocolonialisme à finalité économique, nous suggérons d'utiliser un ancien terme de la conquête française de l'Algérie au 19e siècle, le colonisme. Il est tombé en désuétude mais, grâce à une consonance qui rappelle les colonies de vacances, il nous semble tout à fait approprié. » (p. 18) Pour l'auteur, ce concept permet donc de désigner l'occupation sporadique, une « invasion plus codifiée que dans la colonisation classique », avec une « division du territoire (qui) *revivifie*[1] l'ancienne notion de quartiers dits européens » (p. 19) Rapprocher l'occupation française en Algérie et les colonies de vacances ne constitue certes pas une dénonciation du tourisme mais pose quelques questions sur les valeurs associées au « colonisme ». Après avoir noté que, « selon Ben Laden […], il y aurait bien un conflit de civilisation déclenché à l'initiative de l'Occident » (p. 21), Hoerner s'intéresse à la globalisation financière et affirme que « l'industrie touristique […] n'aspire qu'à mettre le monde en coupe réglée » (p. 25). Ce qui, soit dit en passant, ne peut que conforter « l'analyse » de Ben Laden. Puis, grâce à un raccourci saisissant, les aspirations de l'industrie touristique sont rapprochées des stratégies de l'Empire états-unien, au sens de Toni Negri et Michael Hardt, qui ne sont pas cités. On aimerait en savoir plus.

À l'instar du texte de Giblin, la dernière partie de l'article de Hoerner s'éloigne de son sujet, cette fois pour se pencher sur les questions de formations et de recherches. L'auteur dénonce notamment le Conseil national des universités (Cnu) qui, par sa crispation disciplinaire, empêcherait l'éclosion de la tourismologie et serait donc responsable des malheurs de la recherche et des formations françaises portant sur le tourisme. En ce qui concerne la recherche, le problème n'est pas d'inventer une discipline, me semble-t-il, mais de mener des recherches sérieuses et informées.

Plutôt que de s'attaquer au choc « Ben Laden vs États-Unis » appliqué au tourisme, Jean-Pierre Doumenge préfère donner une leçon de savoir-vivre aux

insulaires ultramarins. Dans son article intitulé « L'outre-mer français face aux pratiques touristiques », il postule que, pour des « raisons psychosociales », les ultramarins se trouveraient dans l'incapacité d'accueillir convenablement les touristes. Il y aurait une sorte de choc culturel entre les touristes et les autochtones, confits dans leur insularité. Puisque l'outre-mer mise sur l'économie des loisirs pour se développer, ce choc et cette incapacité seraient, selon l'auteur, paradoxale. Ce paradoxe peut être aisément levé, me semble-t-il. Il suffit de faire la distinction entre les objectifs économiques de la politique touristique et la réticence, la capacité de braconnage (De Certeau) des insulaires. À ceci s'ajoute la résistance active des intellectuels des Caraïbes, qui combattent l'exotisme cher au tourisme. Selon Patrick Chamoiseau, « pour nous la solution semble être le tourisme, il n'y a pas de pensée, il n'y pas de créativité sans compter que nous n'avons pas d'État, pas de responsabilité ».2

Par ailleurs, et c'est un point qui aurait pu être central dans l'analyse, Jean-Pierre Doumenge indique que travailler dans le domaine du tourisme est très peu rémunérateur par rapport à d'autres emplois, notamment dans la fonction publique. Cette information ne lui semble pas déterminante pour expliquer la réticence des insulaires, qui, quand ils travaillent dans le tourisme, multiplieraient « de petits boulots pas toujours viables, de bricoleurs besogneux se satisfaisant de peu » (p. 106). Elle lui permet en revanche d'opposer aux « besogneux », « les professionnels les plus habiles (qui) sont des expatriés connaissant bien leurs clientèles et sachant se démener pour les satisfaire » (*ibid*.). Le rôle d'intermédiaire des nouveaux résidents n'est plus à démontrer mais le travail scientifique réside dans la compréhension des phénomènes, non pas dans l'attribution des bons et des mauvais points. Les questions afférentes aux compétences sociales, à la perception des rapports de domination et des possibilités de résistance ne semblent pas se poser à l'auteur.

Enfin, il indique que l'outre-mer français est peu compétitif en termes de rapport qualité prix. Ceci pourrait également aider à comprendre les difficultés du tourisme ultramarin. Or, cette information n'est pas non plus utilisée pour l'analyse. « La "French Touch" est toujours recherchée par les excursionnistes anglophones […]. Encore faut-il savoir l'accompagner, chaque fois que nécessaire, d'un bon mot ou d'un joli sourire » (p. 111). Le coupable est donc

l'insulaire maussade, ce qui permet d'évacuer toute réflexion historique, sociologique, anthropologique et politique. Si l'on ne connaissait le statut de spécialiste de l'outre-mer de l'auteur, on hésiterait entre l'amertume liée à une expérience personnelle malheureuse et l'expertise d'un consultant cherchant à prodiguer ses conseils.

Le cadre d'analyse commun à ces textes suscite le malaise, en ce qu'il semble avoir pour objectif de forcer les oppositions pour faire ressortir les rivalités, tout en évacuant l'étude précise des conflits susceptibles de naître dans l'interaction entre les touristes et les sociétés locales, ce qu'analysent finement en revanche Anne-Claire Kurzac et Joseph Martinetti. Ce qui frappe également est l'apparente méconnaissance totale des travaux anglophones et francophones sur la globalisation d'une part, sur le tourisme international d'autre part.3

Les articles de Mimoun Hillali et de Bruno Sarrasin s'articulent également autour d'une thèse forte, celui du tourisme comme modalité d'application des doctrines impulsées par les institutions internationales, relayées par les États et les élites locales. Contrairement à la précédente, cette thèse est étayée par des analyses historiques, sociologiques et politiques précises et informées. Dans les deux cas, il s'agit de montrer que le tourisme a « servi de cheval de Troie à l'admission […] des options politiques et économiques libérales » (Hillali, p. 53). La thèse de Hillali est la suivante. Entre 1965 et 1995, la politique touristique marocaine a été destinée aux zones périphériques et pauvres. Alors que les investissements agricoles et industriels étaient concentrés sur le « Maroc utile » (une expression de Lyautey, cité par Hillali), le tourisme devait jouer le rôle de contrepoids, mais aussi participer à transformer le « comportement traditionnel […], jugé trop statique et moins ouvert aux impératifs et exigences du modernisme » (pp. 58-59). L'adhésion au tourisme et aux recommandations des institutions internationales a marqué l'entrée du Maroc dans le camp libéral, à une époque où l'adoption du tourisme signait l'appartenance à l'un ou l'autre camp de la guerre froide.

Le travail de Bruno Sarrasin s'inscrit dans les courants actuels de l'anthropologie de la globalisation. À partir de l'étude du cas de Madagascar, il propose plusieurs entrées analytiques : les perceptions locales et extérieures des

ressources naturelles, l'insertion de la Grande Ile dans les cadres et les normes des institutions financières internationales, le rôle des populations locales. Il montre notamment que « la population rurale, bien qu'elle soit sollicitée en amont comme en aval du développement touristique à Madagascar, se trouve devant la double impasse de devoir changer sa relation avec l'environnement nécessaire à sa survie, en étant largement exclue des opportunités économiques que peut offrir le tourisme » (p. 148). Le rôle des institutions financières internationales est déterminant pour comprendre l'organisation du tourisme sur l'île. Mais « le tourisme et, dans sa formule plus soft, l'écotourisme, consacrent davantage l'avancée dans les campagnes malgaches d'un mode d'organisation économique et social particulier (le libéralisme économique et politique) qu'une alternative crédible à l'exploitation des ressources naturelles par la population rurale » (p. 146).

Sans soutenir explicitement la même thèse, mais en observant le même phénomène, Christine Cabasset-Semedo s'intéresse à la timide mise en tourisme du Timor Oriental, aux rôles des institutions et des élites locales et internationales. Son travail révèle que les institutions et les ong, promptes à produire rapports et recommandations, sont beaucoup moins présentes lorsqu'il s'agit de financer des actions de développement associant tourisme et lutte contre la pauvreté. Pour ces deux travaux, comme pour l'analyse prospective des enjeux géostratégiques du tourisme en Antarctique, les touristes semblent finalement très peu nombreux. Il existe en revanche une foule d'acteurs nationaux et internationaux, publics, associatifs et privés qui font exister les conséquences du tourisme à travers leurs recommandations, planifications ou appropriations. Ou à travers leurs pratiques touristiques d'experts internationaux.

« Géopolitique du tourisme », *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique* n°127, 2007.

Résumé

L'équipe d'Hérodote définit la géopolitique comme « l'étude des rivalités de pouvoir ou d'influence sur des territoires et donc sur les populations qui s'y

trouvent, en tenant compte des représentations contradictoires que se font les acteurs de la situation étudiée » (p. 3). Invitant à une géopolitique du tourisme, la revue propose donc douze articles ...

Notes

1 Souligné par l'auteure.
2 L'article complet se trouve au lien suivant.
3 Pour dénoncer ceux qui marginalisent l'économie du tourisme ou méprisent les touristes, Jean-Michel Hoerner s'en prend ainsi à Jean-Didier Urbain, suspecté de prendre les touristes pour des « idiots ». Il suffit d'avoir *L'idiot du voyage* (et non *Sur la plage,* cité par erreur par Hoerner) entre les mains pour comprendre qu'Urbain s'attache, tout au long de son livre, à réhabiliter la figure du touriste, nommé Idiot en hommage à Dostoïevski.

Bibliographie

Michel de Certeau, *L'invention du quotidien 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2000.

Jean-Didier Urbain, *L'idiot du voyage. Histoire de touristes*, Paris, Plon, 1991 (2002).

Jean-Didier Urbain, *Sur la plage,* Paris, Payot et Rivages, 1994 (2002).